

La Revue Militaire Suisse en 1944

Autor(en): **Vallière, P. de / Sandoz, L.-M.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **129 (1984)**

Heft 9

PDF erstellt am: **02.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348623>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Revue Militaire Suisse en 1944

Contexte

- *Les premiers jours du mois de septembre voient la libération de Dieppe, d'Arras, de Verdun, d'Abbeville, de Maubeuge, de Namur, de Bruxelles, de Lyon, de Saint-Etienne, d'Anvers, cependant que les Allemands évacuent la Grèce et que Malinovsky pousse en Transylvanie.*
- *La coalition dominée par le III^e Reich continue de s'effriter: le 2, la Finlande rompt ses relations avec l'Allemagne; le 6, la Hongrie déclare la guerre à la Roumanie; le 6 toujours, la Bulgarie capitule pour déclarer le lendemain la guerre à l'Allemagne; le 12, la Roumanie signe un armistice avec les Nations Unies...*
- *Les premières V2 commencent à tomber sur Londres tandis que les Alliés abordent la ligne Siegfried.*
- *Le 12, jonction des forces Ouest et Sud en France. Trois jours plus tard, jonction des Soviétiques avec les troupes de Tito. Rokossovsky aux portes de Varsovie.*
- *Le 17, aéroportage d'Arnhem. L'échec sera consommé une semaine plus tard. Mais Brest et Boulogne capitulent.*
- *L'offensive de Goronov se développe vers Narva, l'Estonie est envahie.*
- *Le 25, Ravenne tombe, Patton aborde les forts de Metz.*
- *Le 30, prise de Calais.*

Lu dans le numéro de septembre 1944

Le service étranger

Dans la livraison du mois d'août dernier de la *Revue Militaire Suisse*, nous avons cité les officiers supérieurs venus des régiments suisses de Napoléon, de Hollande, d'Angleterre ou du Piémont, qui ont eu des commandements importants dans l'armée fédérale, en 1813, 1814 et 1815. Dans la suite, chaque fois que la situation internationale a exigé des mesures de précaution militaires de la part de la Suisse, on constate que les officiers du service étranger ont joué un rôle de premier plan: commandants en chef de l'armée, divisionnaires, brigadiers, membres du «Conseil de guerre».

Les répercussions de la révolution de juillet 1830, à Paris, se firent sentir en Suisse. Les six régiments suisses de France furent rappelés. Après trois siècles et demi d'une fraternité d'armes unique dans l'histoire des peuples, l'alliance franco-suisse était brisée. Pour la dernière fois, les longues colonnes des régiments vêtus de rouge repassèrent le Jura, emportant avec elles les souvenirs d'un grand passé. Le 1^{er} régiment suisse de la garde royale (colonel de Salis-Zizers) avait perdu 300 hommes à l'assaut des barricades et dans les combats de rues du 27 au 29 juillet. Le soir du 28, ce régiment

était concentré sur la place du Carrousel, il n'avait reçu ni vivres, ni munitions. La journée lui avait coûté 182 morts et blessés, tombés sur la place de Grève, au Marché des Innocents, à la rue Montmartre. Les trois bataillons (Kottmann, A'Bundy et de Mural) attendaient un nouvel ordre, appuyés sur leurs fusils. Les uns réparaient leur tenue, d'autres, blessés, le bras en écharpe ou la tête bandée, n'avaient pas voulu quitter leurs camarades. Tout le premier rang de chaque compagnie de grenadiers était chevronné, médaillé de la «Fidélité helvétique». Moustaches grises, anciennes cicatrices des guerres de Napoléon, sous le haut bonnet à poils qui les grandissait encore, leurs traits durcis paraissaient sculptés dans le bronze c'étaient les vieux de la vieille armée. Le prince de Joinville, qui vit nos soldats pendant ces journées terribles, a noté dans ses souvenirs: «Que dire de ces superbes bataillons suisses, par tradition séculaire l'infanterie la plus solide du monde.» (*Vieux souvenirs*, p. 42.)

Le roi Louis-Philippe, pour conserver à l'armée française quelques centaines de Suisses, institua la *Légion étrangère*, par décret du 10 mars 1831. Le premier colonel en fut Auguste Stoffel, un Thurgovien, ancien officier dans les régiments suisses de Napoléon, et les trois premiers bataillons se composèrent entièrement de Suisses. Depuis sa fondation, plus de 40 000 de nos compatriotes ont servi à la Légion.

Le 20 décembre 1830, la Diète

fédérale ordonna une mobilisation partielle et la mise de piquet du contingent d'élite. On craignait une guerre européenne. Le colonel Guiguer de Prangins fut nommé général. Il avait fait ses premières armes dans les demi-brigades helvétiques au service de la République française. On lui attribua comme chef d'état-major le colonel Dufour, le futur général, ancien officier au service de l'Empire. Le colonel-divisionnaire Ziegler, de Zurich, ancien commandant de régiment et général au service de Hollande, commandait la 2^e division. (...)

Major P. de Vallière

L'attaque à la bombe des grands centres

Dans une étude sur les expéditions de bombardement, un auteur spécialisé affirmait, il y a un peu plus d'un an, que l'efficacité de l'interception par la chasse s'était montrée telle que seule une expédition importante, accompagnée de chasseurs multiples, avait des chances de réussite. Il admettait même qu'il fallait une proportion de 15 chasseurs d'escorte par bombardier! En un an, toute cette théorie a été jetée par terre depuis l'avènement des bombardiers à long rayon d'action, forteresses volantes ou autres, qui se moquent apparemment comme de colin-tampon des chasseurs d'escorte, bien incapables de leur faire un brin de conduite tant soit peu important, et

d'engager le combat avec d'éventuels chasseurs d'interception.

Le bombardier moderne est d'une telle supériorité quant à sa vitesse, à son rayon d'action, à son plafond et au poids de bombes emportées qu'il semble bien qu'à lui appartienne le plus beau rôle militaire. L'interception des expéditions de bombardement est cependant une réalité, on l'a vu récemment encore. Elle consiste à pouvoir mettre en l'air le maximum de chasseurs rapides et bien armés au contact des bombardiers lourds, et cependant très rapides eux aussi. Il existe toute une cinématique de l'interception, basée essentiellement sur un réseau terrestre parfaitement organisé d'alerte et de détection électromagnétique ou par le son. En effet, les aérodromes de chasseurs destinés à décoller dès l'alerte sont étagés selon des données dictées par les caractéristiques régionales et il leur faut être avisés du passage d'éventuels ennemis *suffisamment tôt* pour prendre leur envol et ne pas se laisser distancer. Il serait proprement illusoire de faire décoller les chasseurs d'interception à l'instant que les bombardiers passent à la verticale de l'aérodrome, car cela impliquerait une poursuite horizontale, à 5000 mètres d'altitude, sur quelques centaines de kilomètres, vu le faible écart des vitesses du chasseur et du bombardier (30 à 50 km/h environ).

Il s'ensuit que le réseau de détection doit être installé à une certaine distance des aéroports d'interception, une centaine de kilomètres environ,

pour assurer la prise d'altitude convenable au chasseur, compte étant tenu du délai des transmissions et d'envol. A ce propos, il semble bien que le système radio-électrique de repérage appelé «radiolocation» en Grande-Bretagne, détection électromagnétique en France, ait apporté, lors des raids allemands sur les cités d'Albion, un précieux concours à l'aviation britannique, bien que les formations aériennes de combat allemandes aient été parfaitement organisées, selon des types demeurés classiques (type 1940 d'attaque diurne, par exemple).

A ces mesures s'ajoute la chasse nocturne envisagée pour elle-même, soit qu'elle attaque les raiders en secteur obscur ou en secteur éclairé. Les résultats enregistrés dans ce domaine semblent assez faibles, ce qui tient à l'amélioration du rendement des moteurs, sans gaz d'échappement visibles, qui, il y a quelques années encore, rendaient difficile par leur luminosité le pilotage nocturne, ainsi qu'aux vitesses acquises. En secteur éclairé même, le bombardier, grâce à sa vitesse et aux manœuvres de dérochement que lui permettent sa construction, sa résistance et ses puissants moteurs, peut échapper à l'emprise tenace du projecteur, égarer le chasseur poursuivant pris souvent lui aussi dans le secteur lumineux et devenant une proie tout aussi facile que le poursuivi. Dans ces conditions, poursuivant et poursuivi sont logés à la même enseigne. (...)

L.-M. Sandoz

Les fausses nouvelles

La situation à l'Ouest et à l'Est

Avec le développement des opérations, nous assistons à un nouvel envol de «canards». Il y en a de toute taille!

En 1940, nous avons eu un phénomène analogue mais il s'agissait alors de bruits alarmistes, émis par les vainqueurs du moment, qui visaient un but déterminé: miner le moral de l'adversaire en lui dépeignant sa situation encore pire qu'elle n'était.

Dans les colonnes des armées en retraite ou de réfugiés, ces fausses nouvelles trouvaient un climat idéal pour se propager, et surtout se déformer, acquérant une portée encore plus catastrophique.

Selon le sens d'une nouvelle, d'importantes masses de civils ou de troupes, errant sur les routes, s'arrêtaient, se remettaient en marche ou changeaient de direction.

La fausse nouvelle fut une des principales *armes* des «cinquièmes colonnes» de 1939, 1940 et 1941.

Ces temps, nous subissons une nouvelle vague de fausses informations. Si nous sommes bien informés, elles font le désespoir des journalistes consciencieux, ennemis de la sensation, tandis qu'elles font le délice des autres.

Il est difficile de se faire une idée de l'effet recherché par la diffusion de ce genre d'informations. Il ne s'agit plus, comme en 1940, de provoquer des exodes de population afin d'entraver les opérations militaires; il

n'est pas davantage question d'attaquer le moral allemand vu que rares sont les nouvelles étrangères qui parviennent à l'homme de la rue du III^e Reich.

Les Anglo-Américains veulent-ils par ce moyen mettre en difficulté le haut commandement allemand en jetant le trouble sur la situation de ses propres troupes? Nous en doutons, car même avec toutes les difficultés d'une retraite, il faut reconnaître que les troupes allemandes exécutèrent ces immenses replis d'une manière cohérente, tout en admettant que dans certains secteurs où la pression alliée était particulièrement forte, d'incontestables signes de désordre et de désagrégation de grandes unités étaient visibles. On se perd donc en suppositions sur le but de ces nouvelles «prématurées».

L'avance alliée en France a bénéficié dans une mesure appréciable de l'appui des F.F.I. Elles ont pris sous leur contrôle des villes et des régions au travers desquelles les forces anglo-américaines purent passer sans avoir ni à combattre, ni à prendre des mesures de précautions. Pour les Allemands, ces F.F.I. furent une véritable «cinquième colonne» moderne qui porta la guerre sur leurs arrières. Une fois de plus, les hostilités ne se limitèrent pas au front, mais s'étendirent également en profondeur. Il est en effet impossible à une armée de combattre convenablement sur un front quand l'arrière se soulève, que les communications sont sabotées ou

entravées, que l'on n'est plus sûr d'aucune personne.

Cependant, pour avoir de la valeur, une insurrection doit se déclencher dans le cadre d'une situation donnée, faute de quoi l'occupant peut la réprimer. On sait actuellement ce que cela signifie pour ceux qui en sont victimes.

Il peut donc sembler imprudent de faire naître de faux espoirs en annon-

çant la prise imminente de villes ou une approche telle, que l'occupation devrait suivre dans quelques heures. A ce sujet, on ne peut s'empêcher de penser à la tragédie de Varsovie où l'insurrection libératrice est partie trop tôt. Elle s'est alors transformée en une lutte d'usure qui a fait sans doute plus de mal à la capitale polonaise que les combats de 1939 et cinq ans d'occupation. ■

Du côté de l'AEHMT

L'Association pour l'Etude de l'Histoire Militaire sur le Terrain vient de publier le deuxième fascicule de sa collection. L'auteur, le professeur W. Schaufelberger, y reprend la conférence qu'il a donnée à Paris en mai 1983, lors du colloque «Stratégie et relations internationales», ainsi que celle qu'il a présentée en novembre passé à l'Université Friedrich-Wilhelm de Bonn. Le thème de ces deux exposés était le même, la situation de la Suisse entre la France et l'Allemagne lors des deux conflits mondiaux, mais traité chaque fois en fonction du public spécifique. La RMS a publié la version parisienne en décembre 1983.

La nouvelle version est ainsi une refonte de l'ouvrage auquel ont été apportés quelques compléments. Elle paraît sous le titre: «Die Schweiz zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich 1914/1939, oder vom Nutzen der schweizerischen Armee» et peut être commandée au secrétariat de l'AEHMT (GMS), case postale, 8037 Zurich.

Un avant-propos du commandant de corps Mabillard esquisse une philosophie de l'Histoire et souligne «le remarquable prolongement hors du service que constitue la Société pour les voyages d'études historico-militaires». ■